

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 46

Déposée par Monsieur : Alain Lamassoure

Qualité : - Membre

Article 46 : Le retrait volontaire de l'Union

1. **Lorsqu'un Etat membre n'approuve pas une réforme de la présente Constitution ou une modification de la composition de l'Union, il peut demander à se retirer de l'Union européenne.**
2. L'État membre notifie son intention au Conseil. Dès cette notification, l'Union négocie et conclut avec cet État un accord régissant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est conclu au nom de l'Union par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après avis conforme du Parlement européen.

L'État qui se retire ne participe ni aux délibérations ni aux décisions du Conseil le concernant.
3. La présente Constitution cesse d'être applicable à l'État concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2.
4. **Un Etat qui s'est retiré de l'Union ne peut en redevenir membre qu'après un délai de vingt ans, selon la procédure prévue à l'article 44.**

Explication: *Ces amendements ont pour but de durcir les conditions de retrait volontaire, pour insister sur le caractère tout à fait exceptionnel d'une telle éventualité . Le retrait ne doit pouvoir être envisagé qu'à l'occasion d'un changement substantiel dans la composition de l'Union ou dans sa nature. Il doit s'agir d'une demande négociable, et non d'une décision purement unilatérale. Et cette décision grave doit porter effet sur une longue période.*